B. — Agents secondaires des Travaux

ANCIEN GRADE	INDICE	NOUVEAU GRADE	INDICE	OBSERVATIONS
<i>Agents secondaires des Travaux</i> 5 ^e classe.....	195	<i>Agent technique</i> 2 ^e échelon.....	195	Avec maintien de l'ancienneté, déjà acquise dans la 5 ^e classe.

ART. 2. — Les techniciens-dessinateurs et les techniciens-géomètres, en fonction à la date d'effet du présent décret, sont reclassés conformément aux dispositions du tableau ci-après :

ANCIEN GRADE	INDICE	NOUVEAU GRADE	INDICE	OBSERVATIONS
<i>Technicien-géomètre</i> <i>Technicien-dessinateur</i> 5 ^e classe.....	200	<i>Adjoint technique</i> 1 ^{er} échelon.....	210	(1) Les techniciens-géomètres et techniciens-dessinateurs de 1 ^{er} échelon titulaires, en fonction à la date d'effet du présent décret, sont reclassés, à titre transitoire et personnel, dans un « échelon spécial » (indice 185), substitué à l'échelon stagiaire (indice 185). Ils évolueront, dans leur nouveau grade, conformément à la cadence d'avancement prévue pour les adjoints techniques.
6 ^e classe et stage.....	185 (1)	Stagiaire.....	185	

ART. 3. — Sont abrogées, toutes dispositions contraires au présent décret.

ART. 4. — Les Secrétaires d'Etat aux Finances et au Commerce et à l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui prend effet à compter du 1^{er} octobre 1959 et qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 3 janvier 1961 (15 redjeb 1380).

P. le Président de la République Tunisienne :

Le Secrétaire d'Etat à la Présidence
et par délégation.

BAH: LADGHAM.

INDEMNITE

④ Décret N° 61-12 du 3 janvier 1961 (15 redjeb 1380), modifiant l'article 2 du décret N° 58-259 du 8 octobre 1958 (24 rabia I 1378), fixant le taux de l'indemnité pour charges administratives, allouée à certains personnels de l'Etat et des Etablissements publics de l'Etat.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu la loi N° 59-12 du 5 février 1959 (26 redjeb 1378), fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat;

Vu le décret N° 58-259 du 8 octobre 1958 (24 rabia I 1378), fixant le taux de l'indemnité pour charges administratives, allouée à certains personnels de l'Etat, des Etablissements publics de l'Etat;

Vu la loi N° 58-60 du 29 mai 1958 (10 doul kaada 1377), concernant le régime de rémunération des fonctionnaires de l'Etat, des Etablissements publics et des Communes, telle qu'elle a été complétée par la loi N° 58-101 du 7 octobre 1958 (23 rabia I 1378);

Vu la loi N° 59-97 du 20 août 1959 (15 safar 1379), portant organisation de l'enseignement agricole;

Vu l'arrêté du 12 août 1959 (7 safar 1379), portant agrément de l'Ecole Supérieure d'Agriculture de Tunis comme Etablissement d'Enseignement Supérieur;

Vu l'avis des Secrétaires d'Etat aux Finances et au Commerce et à l'Agriculture,

Décrétons :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau annexé à l'article 2 du décret sus-visé du 8 octobre 1958 (24 rabia I 1378), est modifié et complété comme suit, à compter du 1^{er} octobre 1960 :

PERSONNEL BENEFICIAIRE	TAUX ANNUEL FORFAITAIRE	OBSERVATIONS
	DINARS	
5 ^e Secrétariat d'Etat à l'Agriculture :		Le classement des Etablissements d'Enseignement Agricole par catégorie se fera par décision du Secrétaire d'Etat à l'Agriculture au début de chaque année scolaire.
a) Directeur de Centre de Formation Professionnel Agricole.		
— 1 ^{re} catégorie.....	120	
— 2 ^e catégorie.....	90	
— 3 ^e catégorie.....	60	
— 4 ^e catégorie.....	30	
— 5 ^e catégorie.....	15	
— 6 ^e catégorie.....	12	
b) Directeur de Collège Secondaire ou Moyen d'Agriculture ou d'Horticulture.....		
— 1 ^{re} catégorie.....	155	
— 2 ^e catégorie.....	130	
— 3 ^e catégorie.....	100	
— 4 ^e catégorie.....	75	
— 5 ^e catégorie.....	55	
— 6 ^e catégorie.....	37	
— 7 ^e catégorie.....	22	
c) Directeur de l'Ecole Supérieure d'Agriculture de Tunis..	155	

ART. 2. — Les Secrétaires d'Etat aux Finances et au Commerce et à l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 3 janvier 1961 (15 redjeb 1380).

P. le Président de la République Tunisienne :

*Le Secrétaire d'Etat à la Présidence
et par délégation.*

BAHI LADGHAM.

NOMINATION D'UN CHEF DE SERVICE

Par décret N° 61-23 du 9 janvier 1961 (21 redjeb 1380) :

Monsieur Mohamed Mohsen Chebil, Administrateur du Gouvernement de 2° classe, 3° échelon, est chargé des fonctions de Chef de Service au Secrétariat d'Etat à l'Agriculture (emploi vacant), à partir du 1^{er} janvier 1961.

MISE SOUS SEQUESTRE

Arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Agriculture du 2 janvier 1961 (14 redjeb 1380), modifiant l'arrêté du 5 septembre 1959 (2 rabia I 1379), portant mise sous séquestre de parcelles de terre.

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Vu la loi N° 59-48 du 7 mai 1959 (28 chaoual 1378), relative à la mise sous séquestre des terres dont l'exploitation est insuffisante ou négligée;

Vu l'arrêté du 5 septembre 1959 (2 rabia I 1379), mettant sous séquestre les propriétés dites Henchir El Garaa (T.F. 235.090) et Henchir El Hamada (T.F. 235.091), sises dans la Délégation de Shikha, Gouvernorat de Kairouan, et appartenant aux consorts M'Rabet;

Vu l'avis du Gouverneur de Kairouan,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — La mesure de séquestre prononcée par l'arrêté du 5 septembre 1959 (2 rabia I 1379) susvisé, est levée en ce qui concerne la propriété dite Henchir Hamada (T.F. N° 235.091) appartenant à la dame Chadlia M'Rabet et les 3/4 de la propriété dite Henchir El Garaa (T.F. N° 235.090) appartenant aux frères MM. Arbi, Slaheddine et Abdelwahab, fils de M. Hédi M'Rabet.

ART. 2. — La mise sous séquestre prononcée par l'arrêté du 5 septembre 1959 (2 rabia I 1379) susvisé, est maintenue en ce qui concerne le quart restant de la propriété dite Henchir El Garaa (T.F. N° 235.090) revenant à M. Mohamed M'Rabet (soit trois parcelles distinctes de 121 ha. de superficie environ).

ART. 3. — Le Gouverneur de Kairouan est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Tunis, le 2 janvier 1961.

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

ABDESSELEM KNANI.

Vu :

Le Secrétaire d'Etat à la Présidence.

BAHI LADGHAM.

SECRETARIAT D'ETAT A L'INDUSTRIE ET AUX TRANSPORTS

OFFICE NATIONAL DU TOURISME

Décret N° 60-450 du 30 décembre 1960 (11 redjeb 1380), modifiant le décret N° 60-75 du 5 mars 1960 (7 ramadan 1379), portant dérogations exceptionnelles et temporaires aux règles de recrutement des fonctionnaires des cadres spéciaux et agents contractuels de l'Office National du Tourisme.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu le décret N° 60-75 du 5 mars 1960 (7 ramadan 1379), portant

dérogations exceptionnelles et temporaires aux règles de recrutement des fonctionnaires des cadres spéciaux et agents contractuels de l'Office National du Tourisme;

Vu l'avis du Secrétaire d'Etat à l'Industrie et aux Transports,

Décrétons :

ARTICLE PREMIER. — Le 2° de l'article premier du décret susvisé N° 60-75, du 5 mars 1960 (7 ramadan 1379), est modifié ainsi qu'il suit :

« 2° Commissaire Adjoint à l'Inspection.

Les fonctionnaires titulaires ou temporaires de catégorie B, remplissant l'une des conditions prévues ci-après :

a) exercer les fonctions de Contrôleur du Tourisme et justifier, en outre, soit d'une ancienneté de 3 ans à la Direction du Tourisme, soit de la 1^{re} partie du Baccalauréat, soit d'un stage de six mois au moins dans un organisme ou établissement spécialisé dans l'hôtellerie ou le tourisme.

b) justifier de 20 ans de services civils, dont 15 ans en qualité de titulaire et avoir donné satisfaction dans l'exercice des fonctions de Commissaire Adjoint à l'Inspection ».

ART. 2. — Le Secrétaire d'Etat à l'Industrie et aux Transports est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 30 décembre 1960 (11 redjeb 1380).

P. le Président de la République Tunisienne :

*Le Secrétaire d'Etat à la Présidence
et par délégation.*

BAHI LADGHAM.

INTERIM

Par décret N° 61-20 du 3 janvier 1961 (15 redjeb 1380) :

M. Ahmed Nouredine, Secrétaire d'Etat aux Travaux Publics et à l'Habitat, est chargé de l'intérim des fonctions de Secrétaire d'Etat à l'Industrie et aux Transports.

NOMINATION

Par arrêté des Secrétaires d'Etat aux Finances et au Commerce et à l'Industrie et aux Transports du 2 janvier 1961 (14 redjeb 1380) :

M. Azzeddine Guellouz, Chef du Service de la planification à la Direction du Plan, est nommé mandataire spécial de l'Etat auprès de la « Société Tunisienne du Sucre ».

SECRETARIAT D'ETAT AUX TRAVAUX PUBLICS ET A L'HABITAT

RATTACHEMENT DES SERVICES MARITIMES

Décret N° 61-13 du 3 janvier 1961 (15 redjeb 1380), portant rattachement des Services Maritimes au Secrétariat d'Etat aux Travaux Publics et à l'Habitat.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu le décret du 24 octobre 1941 (3 chaoual 1360), portant fixation des cadres et des effectifs de la Direction des Travaux Publics, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 21 novembre 1946 (27 doul hidja 1365), instituant un commissariat à la Reconstruction et au Logement, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'avis des Secrétaires d'Etat à l'Industrie et aux Transports et aux Travaux Publics et à l'Habitat,

Décrétons :

ARTICLE PREMIER. — Les Services Maritimes, dépendant du Secrétariat d'Etat à l'Industrie et aux Transports, sont rattachés au Secrétariat d'Etat aux Travaux Publics et à l'Habitat.